



ICNY
Interfaith Center of New York

Réaction de la communauté face à une arrestation par l'ICE : Guide étape par étape

par Eugene Nam, Avocat Principal, Interfaith Center of New York

Avril 2026



Paul rendant visite à Saint Pierre en prison, par Filippino Lippi (1482), à Santa Maria del Carmine (Wikimedia Commons)

Les amis, les familles et les responsables religieux sont confrontés à un **besoin** de plus en plus urgent **de réagir** face **aux arrestations et aux détentions de membres de la communauté par l'ICE**. Les alliés en situation régulière et anglophones (comme de nombreux membres du clergé) jouent souvent un rôle crucial dans la coordination du soutien.

L'accès au clergé et aux services religieux — tout comme l'accès à des avocats — est un **droit légal codifié**, ce qui rend particulièrement précieux le travail ou **le bénévolat** des chefs religieux engagés **au sein de ministères** au service des immigrants détenus, qui, sans cela, auraient peu accès à un soutien ou à des informations pour demander leur libération.

Ce guide présente certaines étapes clés pour aider les membres de la communauté en détention pour des raisons liées à l'immigration, notamment en localisant un membre détenu, en coordonnant l'aide et en appuyant les demandes de libération telles que la caution, la libération conditionnelle et le recours en habeas corpus.

Vous trouverez ci-dessous des instructions étape par étape et des liens vers des informations complémentaires sur les sujets suivants:

1. Localisez le membre à l'aide du localisateur de détenus de l'ICE..... 3
2. Aidez à obtenir une représentation juridique 4
3. Lancez une collecte de fonds communautaire et quête pour le membre ... 5
4. Aidez le membre à demander sa libération sous caution 6
5. Envisager de déposer un recours en habeas corpus 6
6. Envisagez de demander une libération conditionnelle humanitaire 8
7. Organisez une visite 8
8. Envoyer des fonds à la cantine de la prison 9

Le guide aborde également **les préparatifs** (p. 9) que les communautés devraient envisager en prévision d'une éventuelle arrestation par l'ICE de membres à risque.

*Ce document fait partie d'un guide plus complet destiné aux communautés religieuses qui s'efforcent d'offrir **un refuge aux immigrants**. Consultez le guide complet pour **aborder** des questions connexes, telles **que la gestion des espaces communautaires et la prestation de services religieux et sociaux de manière à minimiser le risque de raids de l'ICE** ou d'autres mesures de contrôle de l'immigration, ainsi que **la manière de militer plus efficacement en faveur de politiques qui protègent les communautés contre l'ICE.***

1. Localisez le membre à l'aide du localisateur de détenus de l'ICE

L'ICE gère un **site web** qui vous permet de localiser un détenu, soit à partir de son numéro A, soit à partir de ses informations personnelles.

Search by A-Number

If you know the detainee's A-Number, ICE recommends you use the A-Number search. The A-Number must be exactly nine digits long. If the A-Number has fewer than nine digits, please add zeros at the beginning. You are also required to select the detainee's correct Country of Birth. (* Required Field)

A-Number: *

Country of Birth: *

Search by Biographical Information

When searching by name, a detainee's first and last names are required and must be an exact match (e.g., John Doe will not find Jon Doe or John Doe-Smith). When inputting a hyphenated last name into the Online Detainee Locator System, please include hyphen in order for the locator to find the individual (e.g., Doe-Smith). You are also required to select the detainee's Country of Birth. (* Required Field)

First Name: *

Last Name: *

Country of Birth: *

Month: Day: Year:

<https://locator.ice.gov>

Une fois que vous avez identifié l'emplacement, recherchez le centre de détention dans le **répertoire des établissements de l'ICE**. La page consacrée à chaque site devrait présenter les règles d'accès pour les avocats, les membres du clergé et les autres visiteurs, ainsi que des instructions sur la manière d'envoyer des messages aux détenus, de verser des cautions ou de déposer de l'argent sur leurs comptes de cantine.

(Les règles d'accès aux centres de détention de l'ICE sont fragmentées, en partie parce que la plupart sont gérés par **des sociétés carcérales privées à but lucratif**. Nous reviendrons sur ce point dans de prochains guides.)

2. Aidez à obtenir une représentation juridique

Idéalement, la communauté aura accès à un avocat qui pourra soit aider directement le membre détenu, soit l'orienter vers un autre professionnel.

Cependant, il peut être difficile de trouver des avocats exerçant dans les lieux où le membre est détenu, car les centres de détention de l'ICE sont souvent assez éloignés. Immigration Advocates Network héberge un **annuaire grâce auquel les utilisateurs peuvent rechercher des prestataires de services juridiques desservant des établissements spécifiques.**



The screenshot shows the homepage of the Immigration Advocates Network's National Immigration Legal Services Directory. At the top, the logo for 'IMMIGRATION ADVOCATES NETWORK' is displayed. Below the logo is a navigation menu icon and a language selection dropdown labeled 'Choose Language'. The main heading is 'National Immigration Legal Services Directory'. A welcome message follows, explaining that the directory lists nonprofit organizations providing free or low-cost immigration legal services. Below the text are links for 'frequently asked questions' and an email address 'directory@immigrationadvocates.org'. A search bar is located below the text, with options to 'Add Organization' and 'Print'. The search bar has two input fields: 'Search by Zip Code' and 'Search by Detention Facility'. The 'Search by Detention Facility' field is highlighted with a yellow border and contains the text 'Select a detention facility'. Below the search bar is a map of the United States with state abbreviations labeled, titled 'Search by State'.

<https://www.immigrationadvocates.org/legaldirectory>

De nombreux avocats spécialisés en droit de l'immigration travaillant bénévolement sont actuellement débordés, ce qui signifie que les immigrants doivent souvent payer pour bénéficier d'une représentation juridique privée. Les escroqueries liées au droit de l'immigration sont extrêmement courantes, il est donc crucial de vérifier si une personne se présentant comme un prestataire de services juridiques est réellement un avocat. Vous devriez toujours effectuer une recherche Google de base sur le nom de l'avocat afin de vérifier son rôle et son affiliation à une organisation avant de l'engager. Envisagez également d'utiliser des ressources telles que [le moteur de recherche de l'American Immigration Lawyers Association](#), [l'annuaire des membres du National Immigration Project](#) et [la liste des prestataires juridiques du Refugee and Immigrant Fund](#).

Les bureaux de nombreux élus disposent de chargés de mission spécialisés qui peuvent fournir une aide juridique. Essayez de contacter les bureaux de tout [sénateur](#) ou [représentant à la Chambre des représentants](#) favorable aux immigrants, ainsi que les élus [municipaux et](#) gouverneur, pour demander de l'aide. Envisagez de les appeler ou de leur écrire en utilisant le modèle suivant :

Je m'appelle [nom], je suis [fonction] à [communauté], une [type de congrégation ou d'organisation] comptant [nombre de personnes desservies] dans votre circonscription. L'un de nos membres a été emmené par l'ICE le [date] alors qu'il [circonstance], et nous souhaitons obtenir une aide immédiate. Veuillez nous contacter à [coordonnées].

Les résidents de New York peuvent utiliser le [site web mygovnyc.org](http://www.mygovnyc.org) pour identifier tous leurs représentants municipaux, étatiques et fédéraux.

3. Lancez une collecte de fonds communautaire et quête pour le membre

Soutenir des membres en détention pour des raisons liées à l'immigration peut être une entreprise coûteuse qui nécessite que la communauté mobilise ses ressources. Les fonds pourraient servir à engager un avocat, à payer une caution, à déposer de l'argent que le membre de la communauté pourra utiliser à la cantine du centre de détention, ou à fournir des soins après sa libération. Envisagez d'utiliser non seulement [GoFundMe](#), mais aussi des alternatives pour les causes à but non lucratif comme [GiveButter](#) ou [Chuffed](#).

4. Aidez le membre à demander sa libération sous caution

La plupart des immigrants entrés aux États-Unis avec un visa ou dans le cadre d'un programme de libération conditionnelle et n'ayant pas de casier judiciaire devraient pouvoir demander **leur libération sous caution**. Si vous pouvez communiquer avec la personne détenue, informez-la de ce droit.

La demande initiale de caution doit être adressée à un agent de détention de l'ICE.

Si l'ICE refuse la caution ou fixe un montant trop élevé, le détenu peut demander une **audience de cautionnement** devant un juge de l'immigration. Vous pouvez identifier le tribunal de l'immigration et le juge compétent pour une affaire en saisissant le «A number» du non-citoyen et son pays d'origine sur le **site web** de l'Executive Office of Immigration Review **Automated Case Information**.

Idéalement, un avocat devrait représenter le détenu lors de l'audience de mise en liberté sous caution. De nombreux avocats spécialisés en droit de l'immigration facturent entre 1 000 et 3 000 dollars US pour rédiger et déposer une demande de caution, ainsi que pour représenter le détenu lors de l'audience.

L'éligibilité à la libération sous caution et le montant de celle-ci sont évalués en fonction du « risque de fuite » ou du « danger pour la communauté » que représente le détenu. La famille et les communautés religieuses peuvent souvent fournir **des témoignages convaincants sur les liens du membre avec la communauté et sa bonne moralité**, afin de réfuter ces risques, ce qui peut contribuer à obtenir sa libération.

Le montant de la caution exigée peut varier considérablement, généralement entre 1 500 et 25 000 dollars US.

5. Envisager de déposer un recours en habeas corpus

Si le gouvernement détient le membre illégalement, celui-ci peut être éligible à une libération sur la base **d'un recours en habeas corpus**.

Par exemple, l'administration Trump a donné pour instruction à l'ICE (Immigration and Customs Enforcement) et aux tribunaux de l'immigration de **refuser la libération sous caution à tous les immigrants sans papiers entrés dans le pays sans visa ni autorisation**

provisoire de séjour, y compris les millions de personnes qui vivent dans ce pays depuis des années sans aucun casier judiciaire. **Cette politique enfreint clairement la loi, comme l'ont confirmé la grande majorité des tribunaux fédéraux qui l'ont examinée dans le cadre de procédures de recours en habeas corpus.**¹ Cependant, des subtilités juridiques obligent souvent les non-citoyens détenus en vertu de l' e et à qui la libération sous caution a été refusée en vertu de cette politique illégale à déposer un recours en habeas corpus devant les tribunaux fédéraux, car les agents de l'ICE et des tribunaux d'immigration refuseront la libération sous caution même aux détenus qui y ont légalement droit.

D'autres non-citoyens ont obtenu leur libération grâce à une procédure d'habeas corpus après que l'ICE eut arbitrairement révoqué leurs accords de libération surveillée lors d'un contrôle et les eut à nouveau arrêtés, ou lorsque des non-citoyens ont été arrêtés en représailles pour avoir exercé un droit protégé par la Constitution, comme la liberté d'expression.

Le recours en habeas corpus doit être déposé auprès du tribunal fédéral de la juridiction dans laquelle le détenu est actuellement incarcéré. (Vous pouvez utiliser le **localisateur de détenus de l'ICE** pour identifier l'endroit). Si l'arrestation a eu lieu dans une juridiction plus favorable aux immigrants, comme la ville de New York, il peut être utile d'agir rapidement pour déposer le recours *avant que* le détenu ne soit transféré vers une juridiction beaucoup plus hostile. À l'inverse, si le détenu a déjà été transféré au Texas, en Louisiane ou au Mississippi, engager un avocat pour déposer une requête en habeas corpus peut s'avérer moins fructueux.

L'avocat que vous engagez pour déposer le recours en habeas corpus doit être habilité à plaider devant le tribunal fédéral de la juridiction où se trouve le centre de détention. De nombreux avocats spécialisés en contentieux fédéral facturent entre 5 000 et 10 000 dollars US pour faire recours en habeas corpus au nom d'un détenu et le représenter lors des procédures ultérieures.

S'il est impossible de retenir les services d'un avocat, le **détenu peut tenter de déposer une requête « pro se » (en se représentant lui-même), et un membre de la famille ou de la communauté religieuse peut être en mesure de déposer une requête en tant que « Next Friend »**. Si vous devez procéder ainsi, vous devriez contacter le greffier du tribunal fédéral de district compétent ou les bureaux des élus favorables aux immigrants afin de **solliciter leur aide**.

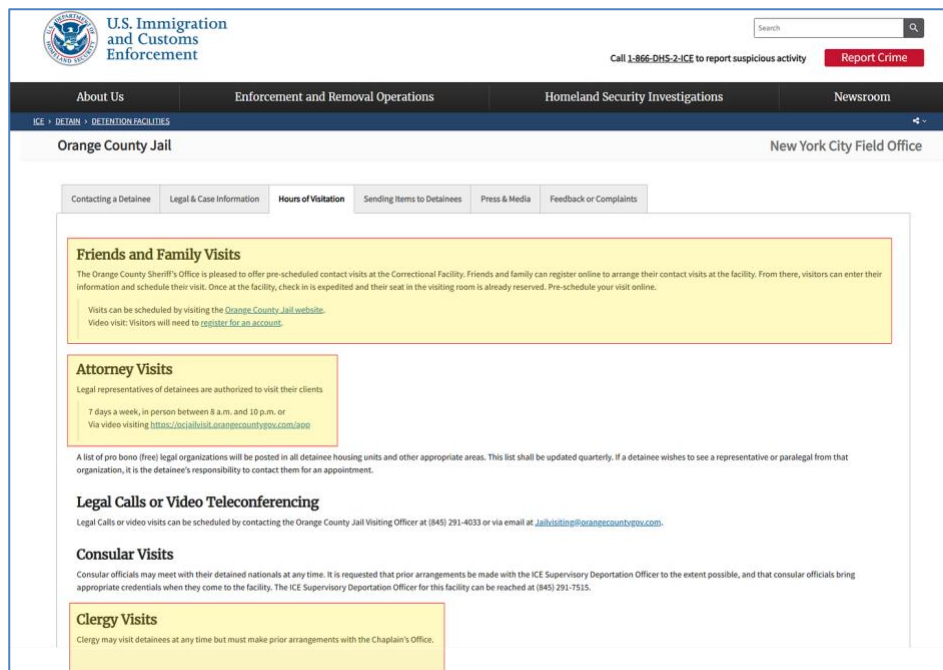
6. Envisagez de demander une libération conditionnelle humanitaire

Les détenus ayant des besoins humanitaires aigus, comme une urgence médicale, peuvent être éligibles à une **libération conditionnelle humanitaire**. Comme pour les demandes de caution, les décisions relatives à la libération conditionnelle humanitaire impliquent de déterminer si les détenus présentent un risque de fuite ou un danger pour la communauté — ce que les familles et les responsables religieux **peuvent aider à réfuter**.

7. Organisez une visite

Les visites peuvent être une source inestimable de soutien moral et d'informations vitales pour une personne en détention pour des raisons d'immigration. Les visites de membres du clergé et d'amis citoyens américains peuvent être le seul contact humain amical que de nombreux détenus ont avec le monde extérieur, surtout si les membres de leur famille sont sans papiers ou à l'étranger.

Identifiez l'établissement dans lequel la personne est détenue à l'aide du **localisateur de détenus de l'ICE**, puis consultez les règles de visite de ce centre de détention particulier dans **l'annuaire du site web de l'ICE**. En général, les règles relatives aux visites des avocats, des membres du clergé et de la famille sont différentes et figurent sous l'onglet « Horaires de visite ».

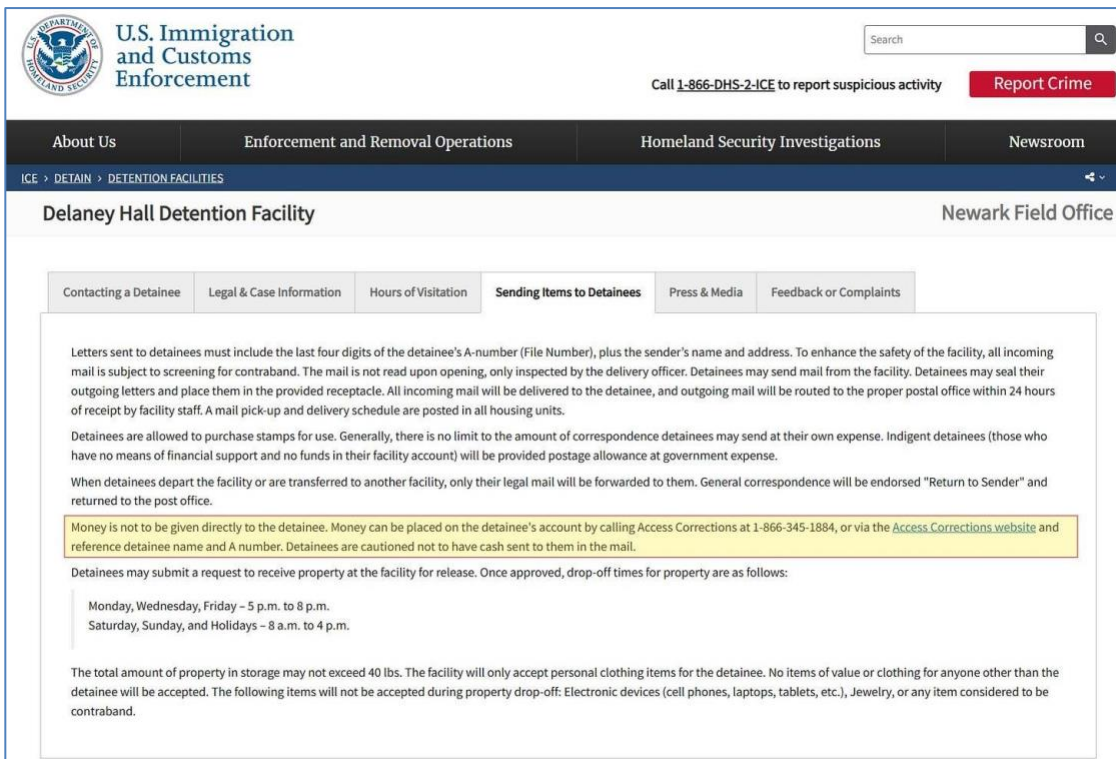


The screenshot displays the U.S. Immigration and Customs Enforcement (ICE) website. The header includes the ICE logo, the text "U.S. Immigration and Customs Enforcement", a search bar, and a "Report Crime" button. The main navigation bar contains "About Us", "Enforcement and Removal Operations", "Homeland Security Investigations", and "Newsroom". Below this, a sub-navigation bar shows "ICE > DÉTAINÉ > DETENTION FACILITIES". The page title is "Orange County Jail" and the location is "New York City Field Office". A secondary navigation bar includes "Contacting a Detainee", "Legal & Case Information", "Hours of Visitation" (which is selected), "Sending Items to Detainees", "Press & Media", and "Feedback or Complaints". The main content area is titled "Friends and Family Visits" and contains the following text: "The Orange County Sheriff's Office is pleased to offer pre-scheduled contact visits at the Correctional Facility. Friends and family can register online to arrange their contact visits at the facility. From there, visitors can enter their information and schedule their visit. Once at the facility, check in is expedited and their seat in the visiting room is already reserved. Pre-schedule your visit online." It also states: "Visits can be scheduled by visiting the [Orange County Jail website](#)." and "Video visit: Visitors will need to [register for an account](#)." Below this, there are sections for "Attorney Visits" (7 days a week, 8 a.m. to 10 p.m., via video at <https://socialvisit.oranagecountystov.gov/age>), "Legal Calls or Video Teleconferencing" (contacting the Orange County Jail Visiting Officer at (845) 291-4033 or via email at jailvisiting@oranagecountystov.gov), "Consular Visits" (contacting the ICE Supervisory Deportation Officer at (845) 291-7515), and "Clergy Visits" (contacting the Chaplain's Office).

Règles de visite pour la prison du comté d'Orange à New York

8. Envoyer des fonds à la cantine de la prison

Les conditions dans les centres de détention de l'ICE sont généralement **inhumaines, et de nombreux détenus sont contraints d'acheter des produits de première nécessité tels que des repas, du savon et des analgésiques auprès des cantines** gérées par les sociétés carcérales à but lucratif qui, en général, gèrent elles-mêmes les centres de détention. Les instructions pour verser de l'argent sur le compte de cantine des détenus se trouvent sur la page du centre de détention dans **l'annuaire du site web de l'ICE**, généralement sous l'onglet « Envoyer des articles aux détenus ».



The screenshot shows the U.S. Immigration and Customs Enforcement website. The header includes the ICE logo, the text "U.S. Immigration and Customs Enforcement", a search bar, and a "Report Crime" button. The main navigation bar has links for "About Us", "Enforcement and Removal Operations", "Homeland Security Investigations", and "Newsroom". The breadcrumb trail is "ICE > DETAIN > DETENTION FACILITIES". The page title is "Delaney Hall Detention Facility" with "Newark Field Office" on the right. A sub-navigation bar includes "Contacting a Detainee", "Legal & Case Information", "Hours of Visitation", "Sending Items to Detainees" (which is highlighted), "Press & Media", and "Feedback or Complaints". The main content area contains the following text:

Letters sent to detainees must include the last four digits of the detainee's A-number (File Number), plus the sender's name and address. To enhance the safety of the facility, all incoming mail is subject to screening for contraband. The mail is not read upon opening, only inspected by the delivery officer. Detainees may send mail from the facility. Detainees may seal their outgoing letters and place them in the provided receptacle. All incoming mail will be delivered to the detainee, and outgoing mail will be routed to the proper postal office within 24 hours of receipt by facility staff. A mail pick-up and delivery schedule are posted in all housing units.

Detainees are allowed to purchase stamps for use. Generally, there is no limit to the amount of correspondence detainees may send at their own expense. Indigent detainees (those who have no means of financial support and no funds in their facility account) will be provided postage allowance at government expense.

When detainees depart the facility or are transferred to another facility, only their legal mail will be forwarded to them. General correspondence will be endorsed "Return to Sender" and returned to the post office.

Money is not to be given directly to the detainee. Money can be placed on the detainee's account by calling Access Corrections at 1-866-345-1884, or via the [Access Corrections website](#) and reference detainee name and A number. Detainees are cautioned not to have cash sent to them in the mail.

Detainees may submit a request to receive property at the facility for release. Once approved, drop-off times for property are as follows:

- Monday, Wednesday, Friday – 5 p.m. to 8 p.m.
- Saturday, Sunday, and Holidays – 8 a.m. to 4 p.m.

The total amount of property in storage may not exceed 40 lbs. The facility will only accept personal clothing items for the detainee. No items of value or clothing for anyone other than the detainee will be accepted. The following items will not be accepted during property drop-off: Electronic devices (cell phones, laptops, tablets, etc.), Jewelry, or any item considered to be contraband.

Instructions pour le dépôt de fonds à Delaney Hall, dans le New Jersey

Planification d'urgence

Il peut être utile pour les communautés de s'engager dans une planification d'urgence en prévision d'une détention par l'ICE, avant même que des arrestations n'aient lieu. Cela peut être particulièrement important pour les immigrants exposés à un risque élevé d'arrestation, comme ceux **qui ont récemment été soumis à une prise d'empreintes digitales après une arrestation par la police**, ou qui doivent se présenter à des audiences devant le juge au tribunal de l'immigration et à des contrôles de l'ICE **dans des bâtiments**

fédéraux où l'ICE a procédé à un nombre disproportionné d'arrestations. Dans de telles circonstances, vous devriez encourager la personne concernée à :

- Mémoriser au moins un numéro de téléphone — idéalement celui d'un avocat capable de le représenter dans le cadre d'une procédure d'immigration, mais au minimum celui d'un membre de la famille en situation régulière, d'un ami ou d'un chef religieux capable de coordonner l'aide. L'ICE confisque généralement les téléphones personnels ; il est donc crucial de pouvoir se souvenir d'un numéro de téléphone pour rester en contact avec le monde extérieur.
- Téléchargez **l'application ReadyNow**, qui aide les non-citoyens exposés au risque d'une détention par l'ICE à planifier les mesures d'urgence, notamment en contactant les personnes à joindre en cas d'urgence, en mettant en relation avec une aide juridique et en fournissant des instructions préalables concernant la garde des enfants, les finances et la sécurité personnelle.
- Prenez **les dispositions** nécessaires concernant **la garde des enfants**, en donnant la priorité à la désignation de tuteurs d'urgence.
- Envisagez de contacter un représentant élu favorable aux immigrants, en particulier si la personne menacée de détention ne dispose pas d'une représentation juridique. Le non-citoyen peut également remplir à l'avance une **dérogation à la confidentialité** qui autorise les assistants sociaux du bureau à accéder à toute information juridique susceptible d'être utile.

Les membres du clergé citoyens américains devraient également envisager :

- **D'accompagner les immigrants au tribunal** et lors des contrôles de l'ICE.
- S'inscrire en tant que ministre du culte ou aumônier auprès des centres de détention de l'ICE situés à proximité afin d'effectuer des visites pastorales, même si aucun membre de leur propre communauté n'est actuellement détenu. Catholic Prison Ministries coordonne **les ministères chargés de la détention des immigrants**, et les membres d'autres traditions religieuses devraient envisager de lancer des programmes similaires au sein de leurs propres confessions.

Des questions? Veuillez contacter Eugene Nam, Conseiller Juridique en Chef de l'ICNY, à eugene@interfaithcenter.org.